



PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition spéciale n° 11 du 24 février 2010

DELEGATIONS DE SIGNATURE

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

- ☛ sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr
- ☛ aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 25 février 2010

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES	265
MINISTERE DE L'ECONOMIE, DE L'INDUSTRIE ET DE L'EMPLOI	265
MINISTERE DU TRAVAIL, DES RELATIONS SOCIALES, DE LA FAMILLE, DE LA SOLIDARITE ET DE LA VILLE	265
Arrêté du 23 février 2010 portant intérim des unités territoriales des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi	265
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....	266
DIRECTION RÉGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI	266
Arrêté du 15 février 2010 portant délégation de signature en matière d'administration générale	266

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**MINISTERE DE L'ECONOMIE, DE L'INDUSTRIE ET DE L'EMPLOI
MINISTERE DU TRAVAIL, DES RELATIONS SOCIALES, DE LA FAMILLE, DE LA SOLIDARITE ET DE LA
VILLE****Arrêté du 23 février 2010 portant intérim des unités territoriales des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi**

Le ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi,
Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville

Vu ensemble la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires et la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat,
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,
Vu le décret n° 2009-1377 du 10 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi,
Vu les arrêtés du 9 février 2010 portant nomination des directeurs régionaux des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi des régions Alsace, Auvergne, Bourgogne, Bretagne, Centre, Champagne-Ardenne, Corse, Limousin, Lorraine, Midi-Pyrénées, Nord-Pas de Calais, Basse Normandie, Haute Normandie, Pays de la Loire, Picardie et Poitou-Charentes à compter du 15 février 2010,

ARRÊTENT

Article 1 : Les fonctionnaires dont les noms suivent sont chargés de l'intérim des unités territoriales mentionnées ci-après :

	<i>Alsace</i>
Bas Rhin :	M. Pascal APPREDERISSE
Haut Rhin :	M. Jean-Louis SCHUMACHER
	<i>Auvergne</i>
Allier :	M. Pascal DORLEAC
Cantal :	M. Christian POUDEROUX
Haute Loire :	M. Jean-Yves BERAUD
Puy de Dôme :	M. François BROQUIN
	<i>Bourgogne</i>
Côte d'Or :	M. Jean-Louis VIGNAL
Nièvre :	M. Jean-Marc GALLAND
Yonne :	Mme Jeanne HARBONNIER
Saône et Loire :	M. Marc AMEIL
	<i>Bretagne</i>
Côtes d'Armor :	M. Alain ROBERT
Finistère :	M. Jean-Paul BERTHO
Ille et Vilaine :	M. Gilles MATHEL
Morbihan :	Mme Mireille CRENO-CHAUVEAU
	<i>Centre</i>
Cher :	Mme Sylvaine RIBADEAU-DUMAS
Eure et Loir :	M. Philippe LE FUR
Indre :	M. Guy FITZER
Indre et Loire :	Mme Sylvie SIFFERMANN
Loir et Cher :	Mme Martine BELLEMERE-BASTE
Loiret :	M. Emmanuel DUHEM
	<i>Champagne-Ardenne</i>
Ardennes :	Mme Dominique CONSILLE
Aube :	Mme Marie-Laurence GUILLAUME
Marne :	M. François-Xavier DE RICAUD
Haute Marne :	Mme Corinne SOLOFO RASOLONIAINA
	<i>Corse</i>
Haute Corse :	M. Jérôme CORNIQUET
	<i>Limousin</i>
Corrèze :	M. Gaël LE GORREC
Creuse :	Mme Béatrice JACOB
Haute Vienne :	M. Daniel BRUNIN
	<i>Lorraine</i>
Meurthe et Moselle :	M. Patrick VET
Meuse :	M. Didier TILLET
Moselle :	M. Jean-Paul JOLY
Vosges :	M. Alain FOUQUET
	<i>Midi-Pyrénées</i>
Ariège :	M. Alain MIQUEL
Aveyron :	M. Patrick BERNIE
Haute Garonne :	M. Michel DUCROT
Gers :	M. Hubert AMAT
Lot :	M. Pierre MARTIN
Hautes Pyrénées :	M. Bernard NOIROT
Tarn :	M. Ronan LEAUSTIC
Tarn et Garonne :	M. Jean COGNET
	<i>Nord-Pas de Calais</i>
Nord Lille :	M. Patrick MARKEY
Nord Valenciennes :	Mme Chantal COULANGE
Pas de Calais :	M. François TILLOL

	<i>Basse Normandie</i>
Calvados :	M. Marc BENADON
Orne :	M. Hachmi HAMDAR
Manche :	Mme Christine LESDOS
	<i>Haute Normandie</i>
Eure :	Mme Françoise LE GAC
Seine Maritime :	Mme Yasmina TAIEB
	<i>Pays de la Loire</i>
Loire Atlantique :	M. Michel BENTOUNSI
Maine et Loire :	M. Jean-Michel BOUKOBZA
Mayenne :	Mme Christiane LENFANT
Sarthe :	M. Yvon CHARRIER
Vendée :	M. Loïc ROBIN
	<i>Picardie</i>
Aisne :	M. Georges DECKER
Oise :	M. Jean-Louis LACAZE
Somme :	M. Eloy DORADO
	<i>Poitou-Charentes</i>
Charente :	Mme Elisabeth FRANCO-MILLET
Charente Maritime :	M. Bernard GUEGUEN
Deux Sèvres :	M. Dominique THEFIOUX
Vienne :	M. Jean-Luc LANCELEVEE

Article 2 : Le directeur de l'administration générale et de la modernisation des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au bulletin officiel du ministère du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville.
Paris, le 23 février 2010

Pour les ministres et par délégation,
Le directeur de l'administration générale
et de la modernisation des services
Luc ALLAIRE

Le présent arrêté peut être contesté, par voie de recours administratif devant l'autorité administrative compétente ou par voie de recours contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

DIRECTION RÉGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI

Arrêté du 15 février 2010 portant délégation de signature en matière d'administration générale

Le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi

Vu la convention n°81 de l'Organisation internationale du travail du 11 juillet 1947 sur l'inspection du travail ;
Vu la convention n°129 de l'Organisation internationale du travail du 25 juin 1969 sur l'inspection du travail en agriculture ;
Vu le Code du Travail ;
Vu le décret n° 2009-1377 du 10 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi ;
Vu l'arrêté ministériel en date du 9 février 2010 nommant M. Serge LEROY, directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi à compter du 15 février 2010 ;
Vu les articles L 1237-11 à L 1237-16 et R 1237-3 du Code du Travail relatifs à la rupture conventionnelle du contrat de travail à durée indéterminée ;
Vu les articles L 3121-35 et L 3121-36 et les articles R 3121-23 et R 3121-28 du code du travail relatifs à la dérogation en matière de durée maximale et moyenne hebdomadaire du travail ;
Vu les articles L 6225-5, L 6225-6 et L 6225-7 du code du travail, relatifs à la suspension et à la rupture du contrat d'apprentissage ;
Vu l'article L 2143-11 du code du travail relatif à la suppression du mandat de délégué syndical ;
Vu l'article L 2312-5 du code du travail relatif à l'imposition d'élection de délégués du personnel sur site particulier – fixation des collèges électoraux et de la répartition des sièges ;
Vu les articles L 2314-11 et R 2314-6 du code du travail relatifs à la répartition du personnel et des sièges entre les collèges électoraux dans le cadre des élections de délégués du personnel ;
Vu les articles L 2314-31 et R 2312-2 du code du travail relatifs à la reconnaissance ou à la perte de la qualité d'établissement distinct pour les élections des délégués du personnel ;
Vu l'article L 2322-7 du code du travail relatif à la suppression d'un comité d'entreprise ;
Vu les articles L 2322-5 et L 2324-13 du code du travail relatifs à la reconnaissance d'établissement distinct pour la constitution du comité d'entreprise et la répartition du personnel et des sièges entre les collèges électoraux ;
Vu l'article L 2327-7 du code du travail relatif au nombre d'établissements distincts et à la répartition des sièges au comité central d'entreprise ;
Vu l'article L 2333-4 du code du travail relatif à la répartition des sièges entre les élus du comité de groupe ;
Vu les articles L 4154-1 et D 4154-3 du code du travail relatifs aux dérogations concernant les salariés en contrats à durée déterminée et les salariés temporaires ;
Vu l'article L 4721-1 du code du travail relatif aux mises en demeure du directeur départemental du travail et de l'emploi ;
Vu les articles L 1233-52 à 57 du code du travail relatifs à l'intervention de l'autorité administrative en matière de plans de sauvegarde de l'emploi, notamment aux constats de carence ;
Vu l'article L 1233-41 du code du travail relatif à la réduction du délai de notification des licenciements économiques ;
Vu l'article R 6224-7 du code du travail relatif à l'enregistrement des contrats d'apprentissage ;
Vu l'article D 6325-2 du code du travail relatif à l'enregistrement des contrats de professionnalisation ;
Vu l'article 8 du décret 2005-1138 du 8 septembre 2005 relatif aux produits explosifs ;
Vu l'article R 4524-1 et R 4524-7 du code du travail relatifs aux CISST ;

ARRETE

Article 1^{er} – En application de l'arrêté ministériel du 9 février 2010 nommant M. Serge LEROY, directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi, délégation est donnée à M. Patrick VET directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de Meurthe et Moselle à l'effet de signer l'ensemble des décisions susvisées et relevant des compétences territoriales de son service.

Article 2 – En cas d'empêchement ou d'absence de M. Patrick VET, la délégation de signature pourra être exercée par :

- M. Claude ROQUE, directeur du travail
- M. Christian ESTIENNE, directeur adjoint du travail
- M. Christian HALLINGER, directeur adjoint du travail

Article 3 – Le présent arrêté est exécutoire à compter du 15 février 2010 et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.
Nancy, le 15 février 2010

Le directeur régional
Serge LEROY

